

TUNISIE

La Tunisie avance à grands pas dans son programme de transition politique, mais les résultats concrets sur le plan économique prennent plus de temps que prévu, la croissance étant trop faible pour peser réellement sur le chômage dans un contexte d'élargissement du déficit budgétaire ainsi que du déficit du compte courant. Le gouvernement d'unité nationale — coalition des principaux partis politiques et groupes de la société civile — formé en septembre 2016 pour entreprendre les réformes économiques urgentes a été remanié en février 2017, quoique légèrement.

Évolutions récentes

Le taux de croissance annuelle de l'économie tunisienne est estimé à 1,0 % en 2016 (2,0 % hors agriculture et pêche), contre 1,1 % en 2015 (0,1 % hors agriculture). La croissance en 2016 est essentiellement tirée par les services marchands et le secteur des activités non marchandes, qui ont chacun progressé de 2,7 %, ainsi que par l'industrie manufacturière (+0,9 %). Le secteur industriel non manufacturier (phosphate, pétrole et gaz) a régressé de 1,9 % (contre -4,1 % en 2015), la production de phosphate n'étant pas pleinement rétablie dans les régions minières malgré une embellie observée récemment.

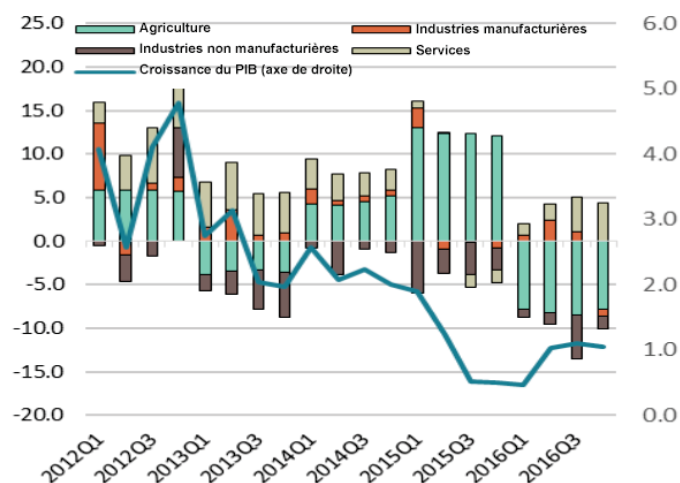
L'inflation enregistre une baisse ininterrompue depuis son apogée en 2013, et reste maîtrisée en dépit d'une dépréciation du dinar tunisien - 8,3 % par rapport à l'euro et 8,6 % par rapport au dollar — depuis le début du second semestre 2016. L'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté en moyenne de 3,7 % en 2016 (contre 4,9 % en 2015). Cependant, l'inflation sous-jacente — hors produits alimentaires et énergie dont les prix sont réglés — s'est accélérée depuis septembre 2016 et a atteint 5,1 % en décembre (contre 4,7 % en décembre 2015).

La participation au marché du travail reste faible, autour de 50 %, essentiellement en raison d'une faible participation des femmes — qui est d'à peine 26 %. Après avoir atteint son plus haut niveau en 2011, soit 19 %, le chômage est redescendu à 15,5 % en 2016. La majeure partie des

personnes sans emploi sont peu qualifiées. Cela dit, les diplômés d'université affichent le taux de chômage le plus élevé, qui est passé de 15 % en 2005 à 23 % en 2010, puis à 31,6 % en 2016 ; chez les filles, il est de 40,4 %. Ces taux sont en outre bien plus élevés dans l'arrière-pays que dans les régions côtières.

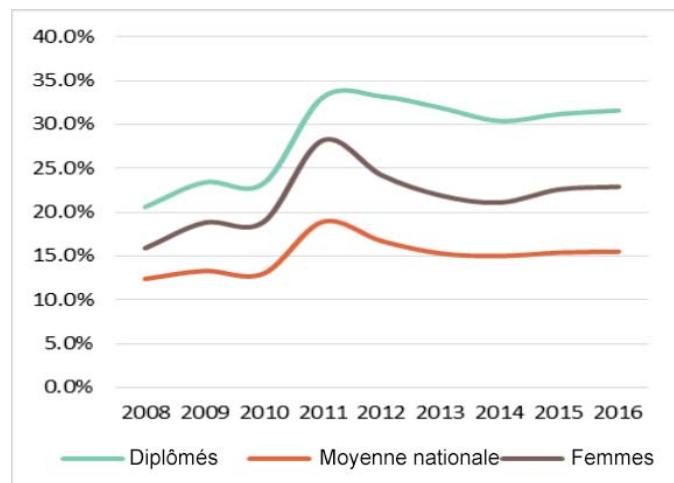
La Tunisie est confrontée à d'énormes déficits budgétaire et extérieur. Le déficit budgétaire de l'administration centrale, hors dons, a atteint 6,0 % du PIB en 2016, contre 5,6 % en 2015. Le ratio d'endettement est passé de 55,4 % en 2015 à 61,8 % du PIB en 2016. Et le déficit du compte courant est resté élevé en 2016, à 9 % du PIB selon les estimations. Ce déficit substantiel du compte courant, combiné avec la détérioration du compte de capital et du compte financier, érode le tampon des réserves de change du pays et conduit à une dépréciation du dinar tunisien. En février 2017, les réserves de change étaient estimées à 13,8 milliards de dinars tunisiens, soit moins de 4 mois d'importations. Le gouvernement d'unité nationale formé en septembre 2016 s'est donné pour priorités de renforcer la sécurité, d'améliorer le cadre de l'activité économique, d'assurer la stabilité macroéconomique et budgétaire et de relancer la croissance. Le nouveau gouvernement a organisé avec succès une conférence internationale des investisseurs en novembre 2016 (Tunisie 2020), qui a servi de forum pour appeler à un soutien renouvelé à la jeune démocratie tunisienne et mettre en lumière les améliorations réalisées sur le plan de la sécurité, ainsi que les atouts qui pourraient intéresser un investisseur. Si ce

GRAPHIQUE 1 Tunisie / Valeur ajoutée sectorielle et croissance du PIB (en glissement annuel)



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque.

GRAPHIQUE 2 Tunisie / Taux de chômage



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et calculs des services de la Banque.

gouvernement devrait être plus stable, particulièrement le chef du gouvernement et les responsables des principaux départements ministériels, le léger remaniement intervenu récemment donne à penser que d'autres changements ne devraient pas être écartés.

du rebond des exportations des produits agricoles et des services. À moyen terme, le compte courant pourrait profiter du redressement graduel du secteur industriel et du commerce des services, et diminuer peu à peu jusqu'à la fin de la période considérée.

d'instaurer un dialogue en vue de déterminer les origines du malaise social et d'y apporter des solutions, en particulier avec les syndicats.

Perspectives

On projette une accélération de la croissance économique à 2,3 % en 2017 du fait de la reprise dans les secteurs stratégiques de l'agriculture, du phosphate et de l'industrie manufacturière. À moyen terme, la croissance devrait remonter progressivement à 2,8 % en 2018 et 3,2 % en 2019, en raison d'une amélioration du climat des affaires associée à des réformes structurelles et au renforcement de la stabilité sociale et de la sécurité.

Le déficit budgétaire devrait rester élevé, à 5,9 % du PIB en 2017. Pour assurer la viabilité des finances publiques, il faudra contenir la masse salariale de l'État et élargir l'assiette fiscale, puis créer de l'espace pour accroître les dépenses d'investissement.

Sur le plan extérieur, le déficit courant devrait se resserrer légèrement à 8,4 % du PIB, sous l'effet de la relance progressive des secteurs manufacturier et minier, et

Risques et défis

Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques demeurent le niveau élevé du chômage des jeunes et le malaise social, ainsi que la fragilité de la situation sécuritaire aux niveaux national et régional. Certes, le gouvernement déploie des ressources pour améliorer la sécurité, mais il doit également engager des réformes pour stimuler la croissance du secteur privé et la création d'emplois afin d'écarter durablement ces risques. Il s'agit essentiellement : i) d'adopter et d'appliquer des réglementations qui améliorent les conditions d'accès aux marchés et donnent concrètement suite à la conférence Tunisie 2020 ; ii) d'élaborer et d'appliquer une stratégie globale de réforme de la fonction publique et des entreprises à capitaux publics ; iii) d'améliorer la gouvernance, notamment la lutte contre la corruption et la mainmise des élites ; et iv)

TABLEAU 1 Tunisie / Indicateurs macroéconomiques

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 P	2018 P	2019 P
Croissance du PIB réel, aux prix du marché constants	2.3	1.1	1.0	2.3	2.8	3.2
Consommation des ménages	1.8	2.3	0.8	1.9	2.8	2.7
Consommation publique	4.2	8.8	8.9	-3.3	3.5	3.4
Investissement brut en capital fixe	1.2	-4.5	2.2	4.1	6.5	6.6
Exportations, Biens et services	3.9	-3.2	3.2	1.7	4.2	4.3
Importations, Biens et services	2.2	2.7	3.9	3.4	3.3	3.3
Croissance du PIB réel, aux prix des facteurs constants	2.3	0.5	1.2	2.1	2.5	2.8
Agriculture	2.8	8.5	2.6	2.7	3.0	3.0
Industrie	-1.1	-1.0	-6.6	-3.5	-1.2	-1.1
Services	3.8	0.0	4.3	4.2	3.7	4.1
Inflation (Indice des prix à la consommation)	4.9	4.9	3.7	4.9	4.0	3.3
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-9.1	-8.9	-9.0	-8.4	-7.6	-7.1
Solde budgétaire (en % du PIB)	-5.0	-5.6	-6.0	-5.9	-5.5	-5.0
Dette (en % du PIB)	50.8	55.4	61.8	66.1	68.5	67.5
Solde primaire (en % du PIB)	-3.2	-3.7	-3.8	-3.6	-2.8	-2.5

Sources : Banque mondiale, Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques.

Note : p = prévisions